

L'Allemagne s'habille en vert, mais c'est un déguisement

Dominique GRENECHE

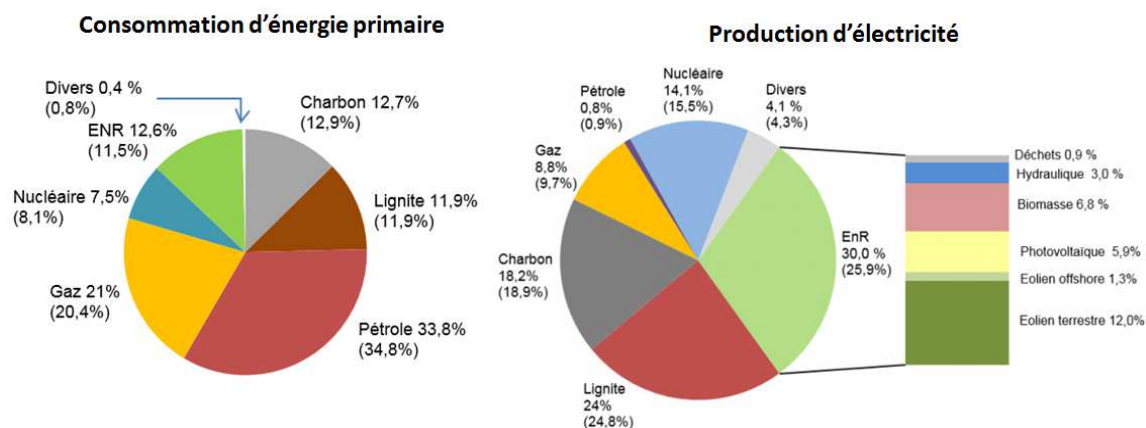
Historique et situation actuelle

C'est au début des années 2000 que la coalition gouvernementale «SPD» et «Grünen» a décidé de remplacer progressivement l'énergie nucléaire par des énergies renouvelables (EnR), notamment en prévoyant l'arrêt définitif du dernier réacteur nucléaire en 2022. Cette décision a été un moment remise en cause par Angela Merkel qui voulait prolonger la durée de vie des réacteurs bien au-delà de cette date. Elle n'était pas alors vraiment hostile à l'énergie nucléaire (c'est une physicienne de formation), mais c'est à la suite de l'accident de Fukushima qu'elle se rallia finalement aux décisions antérieures. Ainsi, sur les 36 réacteurs électrogènes construits et exploités dans ce pays, totalisant près de 28 Gwe, il en reste aujourd'hui seulement 8 qui ont une puissance totale installée de 11 Gwe.

Ce choix est au cœur de ce qui a été appelé «l'énergiewende», ou «tournant énergétique», assimilé souvent à notre «transition énergétique», mais qui s'inscrit en fait dans un changement sociétal plus ambitieux. Il vise en effet à transformer, voire bouleverser, les processus de production et les pratiques de consommation d'énergie des allemands pour aller vers des modes censés être plus respectueux de l'environnement. On ne peut que saluer un tel objectif mais on peut tout autant s'interroger sur la façon de l'atteindre puisque la voie suivie repose sur le postulat implicite que l'énergie nucléaire constitue une atteinte à l'environnement. Cette démarche s'appuie également sur l'idée que l'on pourra remplacer d'ici le milieu du siècle une grande partie des moyens actuels de production d'énergie émetteurs de CO₂ par des énergies dites «renouvelables» non carbonées (essentiellement éoliennes et solaires). Voyons ce qu'il en est en pratique.

L'énergie en Allemagne.

Le paysage énergétique allemand peut être résumé à l'aide des figures suivantes (chiffres de l'année 2015 avec, entre parenthèses ceux de 2014 - Source blog de la SFEN du 22/1/2016) :



L'examen de ces chiffres pour 2015 nous conduit à quelques constats qui vont à l'encontre de l'image souvent donnée sur l'exemplarité de l'Allemagne dans le domaine énergétique :

- la part des EnR dans la consommation finale d'énergie n'est que de 12,6%, ce qui n'est finalement pas si éloigné de la part française équivalente qui est d'environ 9% (cumul hydraulique et EnR dans l'électricité, EnR thermiques). Le chiffre précis pour la France n'est pas encore disponible pour 2015 mais il était 8,6% en 2014. De ce point de vue, on est donc dans les nuances de vert entre les deux pays.
- Pour ce qui concerne la production électrique en 2015, **l'éolien** tant vanté (mais peu venté !) ne contribue que pour 13,3 % et le **solaire photovoltaïque** que pour 5,9 %. Ramené à la consommation totale d'énergie primaire en Allemagne, le pourcentage de ces deux sources d'énergies est d'environ **2,5 %**, donc presque marginal ! On notera au passage la tromperie manifeste proférée par certains fundamentalistes des EnR (et répandue complaisamment par certains médias) qui consiste à parler de puissance installée pour les différents moyens de production d'électricité et non pas d'énergie réellement produite. Le bon peuple non averti ne fera pas la différence.
- Les **énergies fossiles**, émettrices de CO₂, contribuent pour **80 %** à la production d'énergie primaire, contre 48% en France. Encore faudrait-il ajouter, si on s'intéresse aux émissions de CO₂, la part de la biomasse (voir note ci-après) qui représente plus de la moitié des EnR en Allemagne.

Note sur la biomasse La biomasse présente certes de sérieux atouts, et mérite de contribuer au mix énergétique. Toutefois, parée de son merveilleux préfixe de « bio », elle est souvent considérée comme éligible au rang des énergies respectueuses de l'environnement, car neutre en carbone. Cette assertion relève pourtant de l'opportunisme politique puisqu'en réalité la combustion de matières végétales dégage notamment du CO₂ et contribue par conséquent à l'effet de serre. En fait, le calcul « honnête » de ces émissions n'est pas simple car il dépend du type de biomasse mais surtout de l'endroit et du moment où cette biomasse a été récoltée, puisque de CO₂ émis à la combustion est censé être réabsorbé par le milieu végétal. Mais le problème est qu'il y a un décalage de plusieurs dizaines d'années entre les deux processus. En conséquence toute combustion de biomasse aujourd'hui, et pour longtemps, génère des gaz à effet de serre, comme les autres énergies fossiles. Affirmer le contraire, c'est masquer la vérité.

Quelques vérités dérangeantes mais toujours bonnes à dire

L'Allemagne s'affiche donc comme un exemple à suivre en matière énergétique. C'est une mystification pour au moins deux raisons :

1. Ses **émissions de CO₂** sont **les plus élevées de tous les principaux pays européens**, avec plus de 10 tonnes par habitant soit environ le **DOUBLE** que celles du citoyen français. C'est un fait.
2. Par son énorme consommation de **lignite**, l'Allemagne (premier pays producteur mondial avec 180 millions de tonnes par an) est à l'origine d'une forte pollution de l'environnement accompagnée par des effets nocifs significatifs sur la santé les populations. Nous ne détaillerons pas ici ces conséquences réellement néfastes et avérées, qui ont été largement commentées par ailleurs. Elles sont, là aussi, incontestables. Comme le rapportait un récent article publié dans le journal anglais « The Guardian » : « si le nucléaire entraîne des calamités quand ça se passe mal, le charbon entraîne des calamités quand ça se passe bien. Et ça se passe beaucoup plus souvent bien pour le charbon que mal pour le nucléaire ».

Au-delà de ces deux constats, comment ignorer les méfaits sur l'environnement liés au développement massif des deux principales sources d'énergies renouvelables pour la production électrique (hors hydraulique) que sont l'éolien et le solaire photovoltaïque. Ils sont évidemment balayés d'un revers de main par les avocats zélés de ces énergies. Et pourtant, ils sont bien réels. Les panneaux solaires usagés par exemple, dont la durée de vie est aujourd'hui de l'ordre de 25 ans en moyenne, génèrent des masses importantes de déchets toxiques (cadmium essentiellement mais aussi tellure ou indium). Certes, une partie de ces matériaux sont recyclés, tout au moins pour les panneaux qui peuvent être récupérés, ce qui est bien loin de constituer la majorité des cas ! D'ailleurs, le directeur du photovoltaïque au service **Green City Energy de Munich**, Andreas Horn déclarait récemment à ce propos que ces panneaux non recyclés qui sont traités comme du verre ou des gravats, constituait un **problème écologique grave**. En tout état de cause, pour les panneaux recyclés (de l'ordre du millier de tonnes actuellement en Allemagne), il reste un reliquat de matières non recyclées, qui constituent des déchets ultimes à caractère toxique. On les met sous le tapis ? Quant à l'éolien, personne ne peut nier son impact sur l'environnement : atteinte au patrimoine paysager et historique, bruits, dommages à l'avifaune, multiplication des lignes à haute tension (avec 3800 km de plus prévues d'ici 2020 en Allemagne). Excessif ? Sans doute pas selon les quelques 500 associations en Allemagne qui combattent les éoliennes. On notera au passage qu'en France également les résistances se font de plus en plus fortes (pour prendre l'air, le lecteur pourra aller consulter le site « vent de colère »). Il faut enfin souligner l'inconvénient majeur du solaire et surtout de l'éolien que constitue leur caractère naturellement intermittent et aléatoire. Ainsi, dans le meilleur des cas, les éoliennes terrestres ne produisent en moyenne sur l'année, et de façon très aléatoire, l'équivalent de seulement 25% de l'électricité qu'elles pourraient produire si elles fonctionnaient en permanence à pleine puissance. Ce système n'évite pas les coupures et les microcoupures répétées qui pénalisent les industriels dont l'outil de production a besoin d'alimentation fiable et très stable, surtout lorsqu'il est issu de hautes technologies. Tout cela n'empêche pas certains idéologues de la mouvance verdo-durable que qualifier les éoliennes de « citoyennes ». Aux armes !

Reste les détriments économiques du « modèle énergétique » allemand qui sont souvent dissimulés ou largement minimisés afin de ne pas saper l'image du vertueux tournant énergétique germanique. Pour clore ce bref article, nous en évoquons ici quelques aspects.

Une addition salée atténuée par quelques distorsions économiques

L'électricité coûte cher en Allemagne. Beaucoup plus qu'en France. Selon un récent rapport de notre ministère de l'environnement (« Energie Climat » – 2015), le prix payé par un ménage moyen est de 147 €/MWh en France contre 292 €/MWh en Allemagne. Le double donc. Mais l'écart se réduit pour les entreprises qui bénéficient souvent de tarifs préférentiels ou de prix de gros. Il est en moyenne de 96 €/MWh en France, soit moins 35%, contre 143 €/MWh en Allemagne soit moins 51%. Pourquoi une réduction relative nettement plus importante en Allemagne qu'en France ? Explications.

Il existe une liste officielle européenne des secteurs industriels éligibles aux réductions de taxes finançant les énergies renouvelables (JO de l'UE du 28/6/2014). Le premier secteur figurant en tête des heureux élus est « **l'extraction de la Houille** » (OUI, vous avez bien lu). Inutile de donner le nom du pays qui a imposé ce choix à Bruxelles. D'ailleurs, c'est lors d'une visite du Vice-chancelier allemand Sigmar Gabriel à Bruxelles en 2014, que celui-ci

avait déclaré que son pays risquait une "brusque désindustrialisation" si ces mesures n'étaient pas adoptées. Une telle décision est paradoxale sur le plan écologique : on sait que le charbon et le lignite sont de très loin les plus grosses sources d'émissions de gaz à effet de serre en matière de production d'énergie. Mettre "l'extraction de la houille en tête de la liste, alors que Berlin s'estime le leader mondial en termes de politique énergétique « **propre** » avec l'Energiewende est le comble du cynisme.

Ces dérogations sont applicables dans tous les pays de l'UE, mais l'Allemagne en a été le plus large bénéficiaire, et de très loin là encore (5 milliards d'€ en 2015 !). Ces subventions dissimulées à leurs industries voraces en énergie (mais exportatrices) constituent manifestement des distorsions de concurrence qui d'ailleurs commencent à agiter la Direction du même nom à Bruxelles. Une perle diplomatique au passage : Sigmar Gabriel a récemment critiqué les aides financières anglaises à l'EPR d'Hinkley Point, elles aussi approuvées par la Commission européenne. Plus c'est gros plus ça passe ! En pratique ces exonérations de taxes établies au titre de la loi dite « EEG » sur les énergies renouvelables sont un transfert d'argent déguisé à la grande industrie dont l'existence même repose sur de riches investisseurs. Dès lors, il n'est pas étonnant que ceux-ci bénissent tant la transition énergétique.

Selon un spécialiste de ces questions, M. Lionel Taccoen, dont nous reprenons ici les propos, la base juridique des aides aux EnR est l'article 107, §3 c du Traité européen qui indique que ces aides sont légitimes "quand elles n'altèrent pas les conditions des échanges dans une mesure contraire à l'intérêt général". Or des experts ont constaté que les EnR altéraient les échanges (en menaçant la production hydraulique) dans une mesure contraire à l'intérêt général (en fragilisant d'énormes investissements). Les Allemands, flairant dans cet article du Traité une faiblesse des aides aux EnR (y compris sous la forme de priorités d'accès au réseau) avaient tenté de déminer le terrain en demandant à la Cour de Justice européenne d'acter que les aides aux renouvelables ne relevaient pas du Traité européen. Patatras ! Les Allemands ont perdu le procès le 10 mai dernier, ouvrant là un boulevard à la contestation des aides aux EnR. L'insécurité juridique risque ainsi de pénaliser fortement les nouveaux investissements dans ces énergies (lesquels ont d'ailleurs baissé globalement de 21% en Europe en 2015 par rapport à 2014).

Ajoutons à cela le préjudice énorme supporté par les grands électriciens allemands (E.ON, RWE et Vattenfald) contraints d'abandonner le nucléaire, et qui ont d'ailleurs porté plainte devant la cour constitutionnelles de Karlsruhe. Et pour compléter ce sombre tableau, soulignons que les Prix de l'électricité sont devenus illisibles : lorsqu'il y a beaucoup de vent et peu de besoins, il faut se défaire de l'électricité produite en excès auprès des pays voisins, **qui sont rémunérés** pour cela (les prix sont négatifs !). Le consommateur paye donc, par le biais des taxes qui subventionnent les EnR (bientôt 25 milliards d'euros en Allemagne), à la fois pour produire et pour se débarrasser de l'électricité !

On est donc dans une situation qui est totalement déconnectée de toute logique économique. De telles absurdités ne s'expliquent que par un aveuglement idéologique basé sur la phobie de l'énergie nucléaire, habilement entretenue et répandue outre-rhin. Cette hostilité viscérale vis-à-vis de l'atome a fini par pénétrer dans l'esprit d'une très grande majorité de citoyens allemands. Résultat : ils sont prêts à payer n'importe quel prix pour envoyer à la casse leurs centrales nucléaires.

En guise de conclusion

L'hostilité au nucléaire en Allemagne est telle que son abandon sera maintenu quoiqu'il en coûte d'autant qu'elle est attisée par l'activisme de puissantes organisations. Mais le pays découvre l'étendue des difficultés de tous ordres (techniques, sociales, environnementales, financières, internationales) liées au processus de développement des EnR, dont l'issue définitive n'est pas prévue avant 2080 (propos de notre représentant énergie à l'Ambassade de France en Allemagne, M. Perraudin). L'objectif initialement fixé de produire 80% de l'électricité par des EnR en 2050 paraît aujourd'hui inatteignable, sauf peut-être, percée technologique majeure en matière de stockage massif d'énergie. Bien entendu, les discours officiels escamotent cette réalité et essayent de minimiser les lourdes conséquences de cette politique peinte artificiellement en vert, en hésitant pas à employer des moyens pour le moins discutables.

« Sans cesse on prend le masque, et quittant la nature, on craint de se montrer sous sa propre nature » - Nicolas Boileau.

Note finale : pour rire un peu, allez sur le site

<https://revue-progressistes.org/2014/12/04/quand-la-zdf-ridiculise-le-modele-energetique-allemand/>

Regardez la vidéo. C'est Réjouissant.